



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE CONTRÔLE TECHNIQUE

**Mission de Contrôle technique - Projet CPER PIB -
Campus ENSAM Bordeaux Talence**

BO25.52

**Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers
Service achats et commande publique
151 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75013 PARIS**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Mission de Contrôle technique - Projet CPER PIB - Campus ENSAM Bordeaux Talence
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Réalisation de prestations similaires	7
1.3 - Durée du contrat	7
1.4 - Sous-traitance	7
2 - Pièces contractuelles	7
3 - Intervenants	7
3.1 - Maîtrise d'ouvrage	7
3.2 - AMO pour la conduite d'opération	7
3.3 - Maîtrise d'œuvre	8
3.4 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs	8
3.5 - Autres intervenants	9
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	9
5 - Responsable technique du contrôle	9
6 - Missions du contrôleur technique	9
7 - Phases d'intervention du contrôleur technique	10
7.1 - Intervention en phase offre du concours de MOE	10
7.2 - Intervention en phases de conception	10
7.2.1 - Intervention en phase APS	10
7.2.2 - Intervention en phase APD	10
7.2.3 - Intervention en phase PRO/ACT :	11
7.3 - Intervention en phases de réalisation et de réception	11
7.4 - Intervention en phases de levée des réserves et période de garantie de parfait achèvement	12
8 - Conditions d'exécution du contrôle technique	12
9 - Délai d'exécution	13
9.1 - Phase offre du concours de MOE	13
9.2 - Phases de conception	14
9.3 - Phases de réalisation et de réception	14
9.4 - Phases de levée des réserves et période de garantie de parfait achèvement	14
10 - Prix	14
10.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	14
10.2 - Modalités de variation des prix	15
11 - Garanties Financières	15
12 - Avance	15
12.1 - Conditions de versement et de remboursement	15
12.2 - Garanties financières de l'avance	16
13 - Modalités de règlement des comptes	16
13.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	16
13.2 - Présentation des demandes de paiement	16
13.3 - Délai global de paiement	17
13.4 - Paiement des cotraitants	17
13.5 - Paiement des sous-traitants	17
14 - Conditions d'exécution des prestations	17
14.1 - Modifications techniques	18
14.2 - Arrêt de l'exécution des prestations	18

15 - Développement durable.....	18
16 - Garantie des prestations.....	18
17 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	18
18 - Pénalités	19
19 - Assurances	19
20 - Clause de réexamen	19
20.1 - Clauses de modification du périmètre des prestations	20
20.2 - Modifications relatives aux titulaires	20
21 - Résiliation du contrat.....	21
21.1 - Conditions de résiliation	21
21.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	21
22 - Règlement des litiges et langues	21
23 - Dérogations	21

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent Cahier des clauses particulières (CCP) a pour objet de définir la consistance de la mission de contrôle technique dans le cadre de l'opération CPER PIB sur le Campus de l'ENSAM à Talence.

Le présent marché a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions des articles L125-1 et suivants et R125-1 et suivants du Code de construction et de l'habitation et portant sur les natures et domaines définis à l'article 3 du présent CCP.

La mission porte sur les phases de conception et de réalisation de l'opération.

Elle est exercée conformément au décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique, à la norme NF P 03-100 et aux dispositions du présent CCP.

Contexte de l'opération :

Le projet Pôle d'Ingénierie Bordelais (P.I.B.) de l'ENSAM sur son campus de Bordeaux Talence concerne la déconstruction partielle et extension du bâtiment (R). Le projet a pour vocation d'abriter des équipes du laboratoire de recherche I2M et leurs équipements expérimentaux, ainsi que des espaces d'enseignement et de vie de campus de l'ENSAM.

Le projet est dimensionné à environ 4650 m² SP répartis comme suit :

- Restructuration de l'aile Ouest du bâtiment R : ERP intégrant des locaux d'enseignement et des espaces événementiels permettant d'organiser aussi bien des séquences pédagogiques que des conférences.
- Extension dédiée au laboratoire I2M et classée Zone à Régime Restrictif (ZRR) : ce bâtiment intègre 70% d'espaces tertiaires et 30% d'espace de manip.

Le projet P.I.B a ainsi pour vocation d'être un point névralgique dans l'axe formation/ recherche sur le campus de l'ENSAM Bordeaux Talence.

Présentation du schéma directeur de l'opération retenu dans les études de programmation :

- La construction d'un bâtiment neuf en R+2 à destination du laboratoire I2M : env. 3100 m² SP
 - Emprise bâtie en fond de parcelle d'environ 1100 m² SP
 - Implantation permettant de créer une façade sud tournée vers le campus ainsi qu'un accès principal offrant une proximité avec le bâtiment P.
 - Création d'une cour privée dédiée à l'I2M : espace de convivialité sécurisé, avec un accès contrôlé vers l'espace traiteur présent dans l'aile Ouest du bâtiment R.
- La restructuration de l'aile ouest du bâtiment R fléchée ERP
Seuls le R+0 de l'aile ouest, l'amphithéâtre d'honneur et son hall en double hauteur sont nécessaires aux besoins des locaux d'enseignement, vie de campus et ressources identifiés dans le cadre de l'opération P.I.B. Ce scénario permet donc de dégager une réserve immobilière de 820 m² SP en R+1 de l'aile ouest, non nécessaire au déploiement du projet P.I.B.

Travaux menés sur ensemble de l'aile ouest (2340 m² SP) :

- Mise aux normes décret tertiaire + travaux Clos-couvert-isolation-menuiseries : ensemble de l'aile ouest y compris R+1
- Mise en conformité technique (SI / électricité) + accessibilité

Travaux menés sur Hall + aile du niveau R+0 + pallier du R+1 + amphithéâtre d'honneur La Rochefoucauld-Liancourt (2070 m² SP) :

- Curage et travaux de second œuvre complets

- **La déconstruction des ailes Nord / Sud / Est du bâtiment R dont vide-sanitaire : env. 4000 m² SP**
- **La recomposition des espaces extérieurs :**
 - 200 ml de voirie à créer / 100 ml de voirie à reprendre
 - 50 places de stationnement VL
 - Stationnement 2 roues : 25 places couvertes sécurisées et 45 places en arceaux non couverts
 - Parvis de 400 m² environ : reprise du parvis existant et extension de celui-ci vers l'accès ZRR du nouveau bâtiment
 - Aménagement cour intérieur I2M dont terrasse de 50 m² + barrière pour sécuriser la cour
 - Aménagement espace vert et au niveau bâtiment R déconstruit dont terrasse espace restauration / réception 100 m²
 - Clôture périphérique de 2 m sur environ 450 ml, avec 2 accès sous contrôle d'accès

Le coût prévisionnel des travaux est le suivant (valeurs janvier 2025) : 13 258 000 € HT

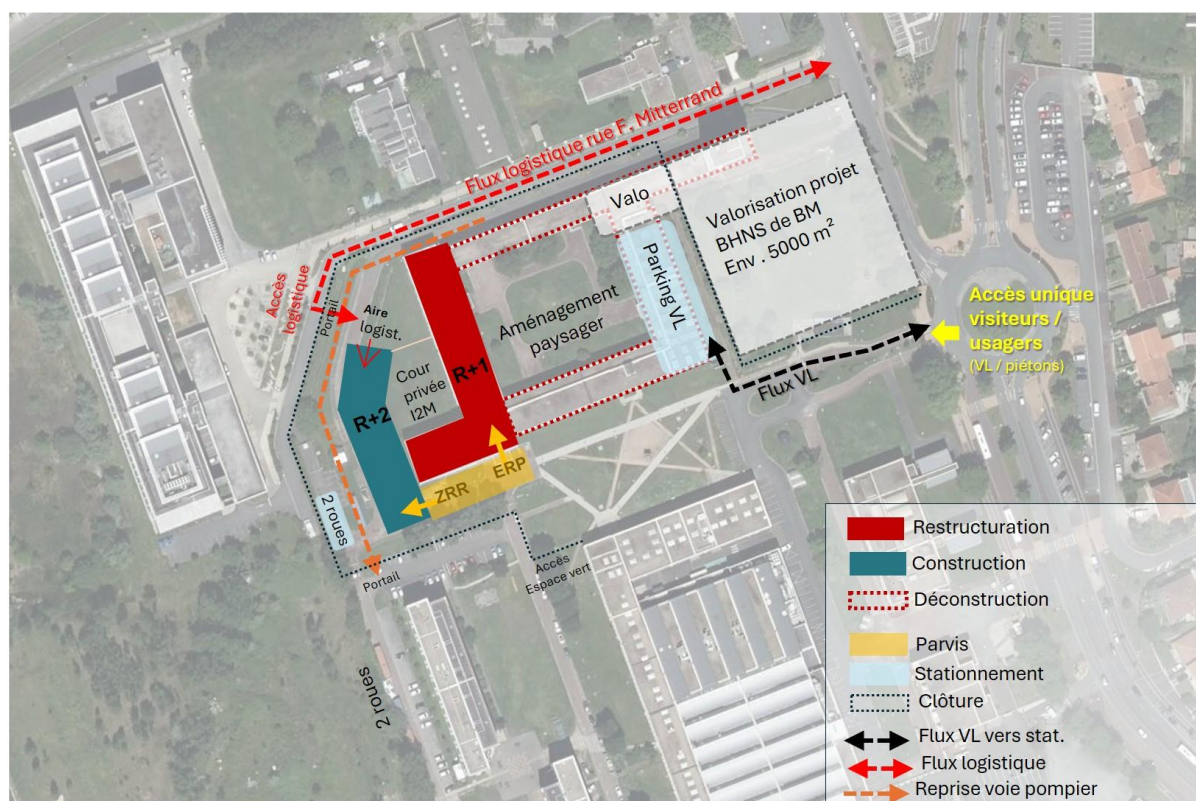


Schéma de composition ci-dessus donné à titre indicatif

Phasage prévisionnel des travaux :

Les travaux de construction pourront être engagés en simultanés des travaux de restructuration permettant de réduire la durée de l'opération à 2 ans :

Phase 1 :

- 14 mois : Construction bât ZRR
- 10 mois : Restructuration aile Ouest bât ERP

Phase 2

- 5 mois à compter de la réception du bâtiment neuf : déconstruction des 3 ailes

Phase 3

- 4 mois : aménagement des espaces extérieurs

1.2 - Réalisation de prestations similaires

Sans préjudice du caractère global et forfaitaire du prix du marché, le maître de l'ouvrage ou son représentant se réserve le droit de faire, en cas de besoin, application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique afin de négocier directement avec le titulaire du marché, sans publicité préalable ni remise en concurrence de celui-ci, un ou des marchés ayant pour objet la prestation de service complémentaire et/ou similaires à ceux prévus dans le marché initial.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.3 - Durée du contrat

La durée prévisionnelle est fixée à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Le calendrier prévisionnel des études et des travaux est donné à titre indicatif en annexe 1 au présent CCP.

La dévolution des travaux est envisagée par marchés séparés.

Le calendrier et le phasage des travaux seront définitivement fixés à l'APD.

1.4 - Sous-traitance

La sous-traitance partielle est autorisée à condition que la mission soit confiée à un bureau de contrôle agréé.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI 2021) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Intervenants

La (les) personne(s) physique(s) désignée(s) par le titulaire pour l'exécution de la prestation, aura (ont), dans le cadre des missions identifiées à l'article 4 du présent CCP, de nombreux interlocuteurs dans le cadre de sa (leur) mission.

3.1 - Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage de la présente opération est :

L'Ecole nationale supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM)
151 boulevard de l'Hôpital
75013 Paris

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le Maître d'ouvrage ».

Les interlocuteurs institutionnels et techniques de l'ENSAM sont notamment :

- la direction du campus de Bordeaux et le service patrimoine du campus
- la direction du laboratoire I2M
- la direction des affaires immobilière de l'ENSAM

3.2 - AMO pour la conduite d'opération

Pour assurer le pilotage et la conduite de l'opération de la phase programmation jusqu'à l'achèvement de la garantie de parfait achèvement, l'ENSAM a passé un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui a été attribué en décembre 2024 à :

SRIA de l'Université de Bordeaux (Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement)
351, Cours de la Libération 33405 TALENCE CEDEX

La SRIA sera également accompagnée :

- Pour la programmation fonctionnelle et technique et l'élaboration du dossier d'expertise : Société Ad Hoc Programmation (co-traitant)
- Pour l'ingénierie thermique, environnementale et développement durable : société Synairgis (co-traitant)
- Pour l'estimation financière : société Alayrac (co-traitant)

3.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'opération est en cours de consultation. La phase candidature du concours de MOE a été lancée le 15/04/2025 pour une remise des candidatures le 16/05/2025.

Le jury de sélection des 3 équipes retenues pour remettre une offre se déroulera mi-juillet 2025.

La mission qui lui est confiée consiste en une mission de base au sens de l'article R2431-4 du Code de la commande publique :

Code	Libellé
ESQ	Etude d'esquisse
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
GPA	Assistance au suivi de parfait achèvement

Les missions complémentaires suivantes lui sont également confiées :

Code	Libellé
CSSI	Coordination Système Sécurité Incendie
OPC	Ordonnancement-Pilotage-Coordination
STD/SED	Simulation Thermique Dynamique et Simulation Energétique Dynamique
Coût global	Approche en coût global avec détermination des coûts d'exploitation et maintenance

Un élément de mission spécifique a également été prévu :

Intitulé mission spécifique :	Libellé
Diagnostic	Préparation des cahiers des charges en vue de la réalisation de diagnostics complémentaires qui pourraient être nécessaires à la conception du projet

3.4 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement.

L'opération est de catégorie 1 au sens de l'article R4532-1 du Code du travail. Le coordonnateur SPS désigné sera de niveau 1

3.5 - Autres intervenants

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres intervenants, s'il le juge utile.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Responsable technique du contrôle

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du CCTG-CT au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement à l'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

6 - Missions du contrôleur technique

Le détail des missions est le suivant :

Missions de base	Précisions
Mission L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables.	
Mission S relative à la sécurité des personnes dans les constructions.	
Mission SEI relative à la sécurité incendie des personnes dans les établissements recevant du public	
Missions complémentaires au sens du Décret n°99-443 du 28 mai 1999	Précisions
Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.	
Mission PS Relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme. Sont comprises : - <u>L'attestation à joindre à la demande de permis de construire</u> , relative à la prise en compte, dans le projet au stade du dossier du permis de construire, des règles parasismiques (article R431-16 e) du Code de l'urbanisme). - <u>L'attestation à joindre à la déclaration d'achèvement</u> , relative à la prise en compte, lors de la construction, des règles parasismiques.	
Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées.	Complétée par la mission ATT Hand listée ci-après
Mission F relative au fonctionnement des installations.	Cette mission fait l'objet d'une PSE
Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie.	Cette mission fait l'objet d'une PSE

Mission GTB relative à la gestion technique du bâtiment.	Cette mission fait l'objet d'une PSE
Autres missions complémentaires	Précisions
Mission PV relative au récolement et examen, avant la réception, des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques.	Cette mission fait l'objet d'une PSE
Mission ATT Hand relative à la délivrance, en fin de chantier, de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées, en application des articles L122-9, R122-30 et R122-31 du Code de la construction et de l'habitation.	En complément de la mission Hand
Mission VIEL relative à la vérification initiale des installations électriques, au sens des articles R4226-14 et R4226-15 du Code du travail.	
Assistance à la (aux) Commission(s) de sécurité Y compris vérification du dossier d'identité SSI	
Mission ATTH relative à la vérification de la conformité des travaux aux réglementations thermiques en vigueur afin de produire l'attestation dans la DAACT	
Contrôle des travaux de parachèvement - Aide au suivi de la GPA	

7 - Phases d'intervention du contrôleur technique

L'annexe B du CCTG-CT précise les actes techniques à produire par le titulaire pour chacune des phases de l'opération. Ces dispositions sont complétées par les précisions ci-après.

Chaque phase décrite aux articles 7.1 à 7.3 ci-après constitue une partie technique en application de l'article 22 du CCAG-PI 2021.

7.1 - Intervention en phase offre du concours de MOE

Le titulaire procédera à :

- L'analyse des trois dossiers d'offres de niveau ESQ et l'établissement d'un rapport d'analyse des projets.
- La participation à la réunion de Commission Technique d'analyse des offres (hypothèse : ½ journée de réunion) et la restitution de l'analyse du titulaire de la mission sur les thématiques le concernant.

7.2 - Intervention en phases de conception

7.2.1 - Intervention en phase APS

Le titulaire remettra notamment dans le cadre de son intervention en phase APS :

- Un rapport d'examen du dossier d'APS, y compris examen des résultats des études de diagnostic ou d'investigations complémentaires

7.2.2 - Intervention en phase APD

Le titulaire remettra notamment dans le cadre de son intervention en phase APD :

- Un rapport d'examen du dossier d'APD, y compris examen des résultats des études de diagnostic ou d'investigations complémentaires ;
- Un rapport d'examen du dossier de permis de construire et permis de construire modificatifs, y compris examen de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public, qui sera déposé au cours de la phase d'APD ;

- Au titre de la mission complémentaire PS, l'attestation relative au respect des règles de construction parasismique, à joindre à la demande de permis de construire (article R431-16 e) du Code de l'urbanisme) qui sera déposée au cours de la phase d'APD ;

Pendant l'élaboration de ces dossiers, plusieurs réunions de mise au point pourront être nécessaires. Le titulaire y participera sur convocation du maître d'ouvrage.

Le titulaire participera aux réunions de présentation du projet aux organismes chargés de l'instruction du dossier de permis de construire qui auront lieu pendant cette phase d'études.

7.2.3 - Intervention en phase PRO/ACT :

Le rapport du titulaire remis à l'issue de cette phase constituera le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) au sens du CCTG-CT, qui comportera notamment :

- L'examen des hypothèses retenues pour la détermination des caractéristiques techniques des ouvrages et des éléments d'équipement soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises ;
- L'examen et les avis sur la liste des documents techniques de référence listés par la maîtrise d'œuvre dans les CCTP (CCTG, normes NF et européennes, DTU, etc.) ;
- L'examen et les avis sur les cahiers des charges des essais et mesures prévus aux CCTP.

Le titulaire remettra notamment dans le cadre de son intervention en phases PRO et ACT :

- Un rapport d'examen de dossier DCE pour les marchés travaux ;
- En phase de consultation des entreprises travaux, avis sur d'éventuelles variantes proposées dans le cadre des offres ;
- Participation aux réunions techniques de mise au point.

7.3 - Intervention en phases de réalisation et de réception

La mission du titulaire comporte notamment les éléments suivants :

- Contrôle et examen des documents d'exécution relatifs aux ouvrages et aux équipements : plans et documents d'exécution, notes de calculs, procès-verbaux d'essais et avis techniques ;
- Participation aux rendez-vous de chantier sur convocation du maître d'ouvrage ;
- Hors rendez-vous de chantier, visites d'examen des ouvrages et des éléments d'équipements, et établissement de comptes rendus de conformité(s) ou d'anomalie(s) suite aux visites ;
- Récapitulatifs mensuels des avis émis non suivis d'effet ou en attente de réponse ;
- Participation aux essais et vérification de leurs résultats, récolement et rapports d'examen au titre de la mission complémentaire PV ;
- Participation aux opérations préalables à la réception et à la remise des ouvrages : le titulaire, informé de la date à laquelle il est procédé aux opérations préalables à la réception (OPR), fournit à l'acheteur avant cette date un rapport récapitulatif signalant les avis émis qui n'ont pas été suivis d'effet ;
- Etablissement d'un Rapport Final de Contrôle Technique (RFCT) ;
- Établissement du Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux (RVRAT) ;
- Remise des autres attestations et rapports de fin de chantier : attestation PS, attestation Hand, rapport de vérification initiale des installations électriques (VIEL) ;

- Assistance au maître d'ouvrage à l'occasion des commissions de sécurité et d'accessibilité.

7.4 - Intervention en phases de levée des réserves et période de garantie de parfait achèvement

En phase de levée des réserves, le titulaire procède au contrôle des travaux de parachèvement des ouvrages et équipements.

Pour la phase de garantie de parfait achèvement (GPA) et les travaux réalisés pendant cette période, la mission du titulaire comporte les mêmes missions que celles de la phase de réalisation.

A l'issue de cette période, le titulaire établit la mise à jour du RVRAT et autres documents le cas échéant.

8 - Conditions d'exécution du contrôle technique

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le CCTG-CT et le présent CCP.

La bonne exécution des prestations dépend pour l'essentiel de la ou des personne(s) qui est (sont) désignée(s) pour la mission par le titulaire du présent marché. La (les) personne(s) qualifiée(s) pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du CCTG-CT est (sont) désignée(s) à l'Acte d'engagement.

Concernant l'exécution de la mission, sont notamment précisés les éléments suivants :

- Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler à l'acheteur ; en particulier, l'absence non signalée de documents ne pourra être évoquée comme justifiant un retard dans la remise des pièces prévues au titre de la mission du contrôleur technique.
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler à l'acheteur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge.
- Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet. Le contrôleur technique adressera directement copie de ses avis aux entreprises et Maître d'œuvre, l'original étant adressé à l'acheteur dans les 10 jours calendaires suivant la réception des documents.

En cas de retard dans la transmission de ses avis, le titulaire pourra subir une pénalité calculée en application de l'article 12 du présent CCP.

- La mission du contrôleur technique inclut en phase d'études les réunions nécessaires avec les services instructeurs (SDIS notamment). Ces réunions font l'objet de comptes rendus transmis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre dans un délai d'une semaine après la réunion.
- La méthode de contrôle est fondée sur la comparaison de l'objet contrôlé à des référentiels connus relatifs au domaine de la construction, tels que (liste non exhaustive) :
 - Textes législatifs et réglementaires ;
 - Fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux ;
 - Les textes techniques de caractère normatif suivants :
 - Normes françaises, y compris les normes européennes transposées ;
 - Règles et prescriptions techniques DTU ;
 - Avis techniques, appréciations techniques d'expérimentation et agréments techniques européens ;
 - Règles professionnelles dans les domaines non couverts par les textes précités.
- La mission du contrôleur technique inclut la participation à toutes les réunions d'étude pour lesquelles le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage estime sa présence nécessaire. Ces réunions,

permettant au contrôleur technique de donner des avis pendant les études sans attendre la remise des dossiers d'APS, APD ou PRO, sont comprises dans les phases décrites à l'article 5.2 du présent CCP (rapports d'examen et avis pendant les études).

- La présence aux réunions de chantier et de synthèse ainsi que les visites de chantier jugées nécessaires par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage est réputée incluse dans le prix forfaitaire.
- Pendant la phase d'exécution des travaux, le contrôleur technique établira un rapport mensuel (tableau de suivi) faisant le point de ses avis sur les documents d'exécution, et en particulier sur les suites données par l'entreprise aux avis suspendus ou défavorables.
- La mission du contrôleur technique comprend les vérifications initiales des installations électriques. Les méthodes des vérifications initiales opérées sur les installations électriques de l'établissement, l'étendue des vérifications et le contenu des rapports seront conformes aux textes en vigueur.
- Des rapports finaux conformes à la description du CCTG-CT sont remis au maître d'ouvrage dans les délais précisés à l'article 7.2 du présent CCP. Il est demandé un rapport pour chaque réception partielle (le cas échéant) ainsi qu'un rapport pour la réception finale du bâtiment. Ces rapports ne font figurer que les observations non encore levées à la date de remise du rapport. Le contrôleur doit, s'il ne parvient pas à obtenir des entreprises les documents nécessaires pour la remise de ces rapports en temps utiles, en informer sans délai le maître d'ouvrage.
- Le contrôleur technique participe à l'ensemble des commissions de sécurité et d'accessibilité.
- Lors des différentes réceptions, le contrôleur technique devra s'assurer de la levée des réserves, notamment celles constatées par la commission de sécurité et d'accessibilité.
- Le contrôleur technique transmet, après la levée des réserves citées à l'alinéa précédent, un rapport de fin de travaux au maître d'ouvrage en vue de la réception définitive des ouvrages.
- La mission comprend également l'examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement et des travaux de parachèvement concernant les ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle technique et qui font l'objet de travaux effectués pendant cette même période de garantie de parfait achèvement.

9 - Délai d'exécution

L'intervention du contrôleur technique débute à la date de notification du marché. Elle s'achève à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement, le cas échéant prolongée par le maître d'ouvrage.

Les délais accordés au titulaire pour faire part de ses observations par écrit sur les différents documents qui lui sont transmis, et transmettre les livrables prévus à l'article 5 du présent CCP, sont les suivants :

NOTA :

- Tous les délais ci-après s'entendent en JOURS CALENDAIRES.
- L'ensemble des documents seront remis sous forme dématérialisée.

9.1 - Phase offre du concours de MOE

Livrables / éléments de mission	Délais d'exécution	A compter de
Analyse des offres de niveau ESQ + rapport	10 jours	Remise des dossiers par le maître d'ouvrage

9.2 - Phases de conception

Livrables / éléments de mission	Délais d'exécution	A compter de
Comptes rendus de réunions en phases d'études	7 jours	Date de réunion
Livrables dans le cadre de l'APS	7 jours	Remise du dossier par la MOE
Livrables dans le cadre de l'APD	14 jours	Remise du dossier par la MOE
Livrables en lien avec le dossier de permis de construire	14 jours	Remise du dossier par la MOE
Livrables dans le cadre du PRO	21 jours	Remise du dossier par la MOE

9.3 - Phases de réalisation et de réception

Livrables / éléments de mission	Délais d'exécution	A compter de
Avis sur les documents d'exécution	7 jours	Remise des documents par les entreprises
Comptes rendus de visites de chantier	7 jours	Date de la visite
Récapitulatifs mensuels des avis émis non suivis d'effet	7 jours	Chaque 1 ^{er} du mois
Récapitulatif des avis émis non suivis d'effet avant OPR	7 jours avant la (les) date(s) prévues d'OPR	
RFCT	14 jours avant la date la plus contraignante parmi : visite de la commission de sécurité, réception des travaux	
RVRAT	14 jours avant la date la plus contraignante parmi : visite de la commission de sécurité, réception des travaux	
Attestation Hand	14 jours avant la date la plus contraignante parmi : visite de la commission de sécurité, réception des travaux	
Rapport de VIEL	14 jours avant la date la plus contraignante parmi : visite de la commission de sécurité, réception des travaux	
Attestation PS	14 jours avant la date de réception des travaux	

9.4 - Phases de levée des réserves et période de garantie de parfait achèvement

Livrables / éléments de mission	Délais d'exécution	A compter de
Contrôle des travaux de parachèvement et travaux au titre de la GPA	7 jours	Demande du maître d'ouvrage
Mise à jour du RVRAT et autres documents le cas échéant	14 jours avant l'expiration de la période de GPA	

10 - Prix

10.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission. Cette rémunération inclut, notamment, les frais de déplacement.

Le prix global et forfaitaire de la présente mission est indépendant du coût d'objectif des travaux. L'éventuelle modification du coût des travaux en cours de mission ne donnera pas lieu à une rémunération complémentaire.

Le prix global et forfaitaire de la présente mission devra intégrer la possibilité donnée au maître d'ouvrage de refuser ou demander des compléments à la maîtrise d'œuvre dans le cadre des études de conception.

Le refus ou les demandes de compléments formulés par le maître d'ouvrage sur les études de la maîtrise d'œuvre ne pourront donc pas donner lieu à une modification des honoraires de la présente mission.

Le présent marché est constitué des éléments de mission dont les montants sont indiqués en synthèse du cadre de DPGF.

10.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Les prix sont révisés par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n/I_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision,
- I_0 : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- I_n : valeur de l'index de référence au mois n ,

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

L'index de référence I , publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **ING Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010**.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

11 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

12 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

12.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

12.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

13 - Modalités de règlement des comptes

13.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes.

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au contrôleur technique fera l'objet d'acomptes en fonction des phases d'intervention définies à l'article 7 présent CCP.

Pendant la période d'exécution, le montant de chaque acompte sera déterminé par l'acheteur sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le contrôleur technique et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

L'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

Mission du titulaire	Fraction exigible	Date d'exigibilité
Intervention en phase Concours ESQ	100%	Après remise du rapport correspondant et participation à la réunion de commission technique
Intervention en phase APS	100%	Après remise du rapport correspondant
Intervention en phase APD – Dossier de permis de construire	100%	Après remise des rapports correspondants
Intervention en phase PRO	100%	Après remise des rapports correspondants
Intervention en phases de réalisation et de réception	80% 20%	Au prorata temporis d'avancement des travaux selon le calendrier d'exécution Après remise des attestations et rapports finaux
Intervention en phases de levée des réserves et période de GPA	100%	A l'expiration de la période de GPA, après remise des rapports mis à jour le cas échéant

Les demandes d'acompte sont présentées par le titulaire ; le maître d'ouvrage les vérifie et y applique les pénalités éventuelles pour retard.

Le règlement d'un élément de mission à 100% vaut sa réception sans réserve. Pour le versement du solde, le titulaire adresse son projet de décompte final à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

13.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19753472000010

13.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

13.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

13.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

14 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

ENSAM
Campus de Bordeaux
Esplanade des Arts et Métiers
33400 Bordeaux Talence

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

-si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;

-la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge ;

-les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;

- le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :

-informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;

-donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

14.1 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

14.2 - Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques pour chaque élément de mission tel que défini à l'article 6 du présent CCP.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'un élément de mission est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

15 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

16 - Garantie des prestations

Les travaux entrent dans le champ d'application de la garantie décennale, pour laquelle une attestation d'assurance spécifique est exigée.

17 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Les parties conviennent que l'ENSAM aura la propriété pleine et entière des résultats des prestations décrites dans les pièces de la consultation, réalisées par le prestataire et ci-après désignées « les résultats ». Les résultats sont entendus de tous livrables, études, créations, savoir-faire quels que soient leur nature, leur forme et leur support.

Pour satisfaire aux obligations de l'article L131-3 du Code de la propriété intellectuelle, les droits d'auteur cédés par le prestataire au maître d'ouvrage et comprennent notamment :

- Le droit de reproduire ou faire reproduire les résultats, leurs évolutions et mises à jour, sans limitation du nombre, en tout ou partie pour tous moyens ou procédés, sur tous supports et matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, numérique, électronique ou informatique, par téléchargement, disque, réseau, cd-rom ;
- Le droit de présenter ou faire présenter les résultats, leurs évolutions, ou mises à jour, par tout moyen de diffusion et de communication actuel ou futur, connus ou inconnus, tels que notamment par tout réseau de télécommunication on line, tel que Internet, intranet, réseau, télétransmission, réseaux de téléphonie, projection, réunion publique ;
- Le droit d'adapter, de modifier, transformer ou faire évoluer les résultats, en tout ou partie de réaliser de nouveaux développements, de les mixer, les assembler, transcrire, numériser, sous tout forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir et ce sur tout support,
- Le droit de traduire ou faire traduire les résultats, en tout ou partie, en toute langue ;
- Le droit de faire tout usage et d'exploiter les résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers ;

- Le droit de céder tout ou partie des droits cédés et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion sous quelle forme que ce soit, quel support et quel moyen que ce soit.

Le prestataire reste titulaire des attributs de droit moral qu'il détient sur les résultats.

18 - Pénalités

Les pénalités sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 7 jours, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI.

Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date d'achèvement réelle des prestations et la date limite initialement fixée par le maître d'ouvrage. Il s'agit de jours calendaires.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le contrôleur technique est susceptible de se voir appliquer les pénalités suivantes pour dépassement des délais contractuels définis à l'article 9 dudit cahier, ou en cas d'absences injustifiées :

- Retard dans la remise des avis sur Concours - ESQ, APS, APD, PRO, dossier PC et attestations correspondantes, attestations ou rapports initiaux et finaux : 300 € HT par jour calendaire de retard ;
- Retard de rendu de document ou d'avis en phase travaux ou levée de réserve : 150 € HT par jour calendaire de retard ;
- Absence injustifiée aux réunions de chantier auxquelles il a été convié (un retard de plus d'une heure étant considéré comme une absence) : 150 € HT par absence ;
- Absence injustifiée aux réunions auxquelles il a été convié de mise au point technique ou de synthèse : 150 € HT par absence ;
- Absence injustifiée aux commissions de sécurité et d'accessibilité : 800 € HT par absence.
- Absence de réponse aux demandes du maître d'ouvrage formulées par courrier ou email précisant une date butoir de réponse ou à défaut au-delà d'une semaine sans réponse : 150,00 € HT par jour calendaire de retard.

19 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande

20 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

20.1 - Clauses de modification du périmètre des prestations

L'ENSAM se réserve le droit de modifier le présent contrat via des clauses de réexamen au motif d'un ajustement des prestations à la hausse comme à la baisse. Ces modifications interviendront quel que soit leur montant.

Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles et/ou, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

20.2 - Modifications relatives aux titulaires

20.2.1 – Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le service juridique de l'ENSAM par écrit à l'adresse suivante : marches@ensam.eu

Il doit également communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement et toutes pièces administratives sur sa situation juridique dans les plus brefs délais.

20.2.2 – Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du contrat dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le contrat est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du contrat au nouveau titulaire.

20.2.3 – Modification du groupement en cours d'exécution du présent contrat

Lorsqu'un co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge par un autre membre du groupement sous réserve que celui-ci en ait les capacités. Si aucun autre membre du groupement n'est en mesure de réaliser cette mission, un nouveau membre du groupement peut être proposé au pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article R.2194-6, 1°.

Si le groupement n'est pas en mesure de pallier la défaillance, les prestations concernées seront exécutées par un tiers au frais et risques du titulaire, dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG-PI.

21 - Résiliation du contrat

21.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

21.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

22 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

23 - Dérogations

- L'article 15 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17 du CCP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 18.1 du CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 18.1 du CCP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 18.1 du CCP déroge à l'article 14.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles